



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



Le dimanche 17 novembre 2013

78ème jour de grève de la
faim des habitants du camp
Liberty et d'Iraniens de 5 pays



Massacre du 1 septembre : Appel à une enquête indépendante par l'ONU

Le 15 novembre 2013 - La Résistance iranienne a appelé, une fois de plus, à une enquête indépendante dans l'immédiat sur le massacre et les enlèvements du 1er septembre en soulignant que tout retard en la matière n'aboutira qu'à aider les auteurs du massacre à échapper à la justice.

Le 13 novembre, dans une audition à la Chambre des Représentants des Etats-Unis Brett McGurk, sous secrétaire d'Etat adjoint pour l'Irak et l'Iran, a souligné : « Après l'attaque du 1 septembre (...) nous avons bien appelé à une enquête et à ce que l'ONU s'implique dans ce processus. » Lors de la même audition, les parlementaires ont vivement critiqué le retard pris à mener cette enquête.

Dans une visite au camp Liberty le 16 septembre de M. McGurk, en compagnie du représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU et de représentant du HCR, les habitants de Liberty avaient exigé des investigations indépendantes et détaillées sur ce massacre par une mission d'enquête internationale et que les auteurs soient livrés à la justice.

Le 30 septembre, les représentant des habitants avaient demandé au Secrétaire général de l'ONU d'assumer la responsabilité de l'enquête et de ne pas permettre que ce massacre tombe dans l'oubli comme les quatre précédents et la torture psychologique des membres de l'OMPI et que les accusés puissent ainsi s'échapper et préparer le terrain à des massacres encore plus grands.

Otages d'Achraf: Le Congrès fustige l'inaction du gouvernement américain

Le 13 novembre 2013 - Dans une audition à la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants américaine, l'attitude du Département d'Etat vis-à-vis du sort des sept otages du camp d'Achraf en Irak a été vertement critiquée.

Présidée par Ileana Ros-Lehtinen, elle a auditionné Brett McGurk, le sous secrétaire d'Etat adjoint pour l'Irak et l'Iran. La présidente Ros-Lehtinen a souligné : "Tant que le gouvernement Maliki ne se montrera pas sérieux dans la lutte contre le terrorisme et tant que la sécurité du camp Liberty ne sera pas assurée, les États-Unis ne devraient pas s'engager à fournir une aide militaire à l'Irak."

Le représentant Dana Rohrabacher a pour sa part déclaré : "Le régime Maliki en Irak est complice du massacre des réfugiés sans défense du camp d'Achraf. "

Le représentant Ted Poe a souligné : "Cinq attaques ont été menées en Irak contre Achraf et Liberty. Jusqu'à présent, pas un seul coupable n'a pas été traduit en justice. Si les Irakiens étaient sérieux pour enquêter, ils auraient au moins traduit une personne en justice. Il m'est très difficile de croire que les forces de sécurité irakienne n'étaient pas au courant de l'attaque du 1er septembre."

La représentante Sheila Jackson Lee a, quant à elle, déclaré : "Il y a des documents probants qui montrent que les otages iraniens sont en Irak. Je ne peux pas croire que nos services de renseignements sophistiqués ne puissent pas identifier le lieu de détention des otages pour lesquelles leurs familles sont en grève de la faim depuis 73 jours."



Le parlement britannique demande la libération des otages



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



Le 14 novembre 2013- Une motion présentée par 72 membres du parlement britannique appelant à la libération immédiate de sept opposants iraniens en Irak est adoptée par le parlement.

Intitulée "Les récents événements au camp d'Achraf", elle déclare : "Ce parlement condamne les événements déplorables survenus le 1er septembre au camp d'Achraf, lorsque les forces armées irakiennes ont attaqué le camp, massacrant 52 habitants et prenant en otage sept autres. La plupart des victimes ont eu les mains liées dans le dos et ont été achevées d'une balle dans la tête."

La motion ajoute : "Il est rappelé au gouvernement irakien ses responsabilités vis-à-vis de ces personnes protégées par les conventions de Genève. Les personnes enlevées doivent être libérées immédiatement et une enquête exhaustive doit être menée contre ces actes inadmissibles."



Jordanie : majorité parlementaire pour la libération des otages d'Achraf

Le 15 novembre 2013 – Dans un communiqué rendu public suite à une rencontre avec Maryam Radjavi, présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), la majorité des parlementaires jordaniens ont appelé à la libération immédiate des otages d'Achraf. Ils ont appelé les Nations Unies à faire usage de toutes leurs ressources internationales pour :

- Faire immédiatement relâcher les otages par le gouvernement irakien,
- Assurer un minimum de sécurité au camp Liberty et garantir la sécurité des habitants jusqu'à leur départ d'Irak,
- Déployer des Casques bleu au camp Liberty 24/24h.

« Outre les obligations humanitaires envers les objectifs des habitants de Liberty en tant que réfugiés bénéficiant des conventions internationales, nous avons des obligations morales vis-à-vis de la lutte du peuple iranien pour la démocratie et la liberté, » ont affirmé les élus.

Personnalités américaines : Arrêt d'aide à l'Irak jusqu'à la libération des otages

Le 13 novembre 2013- Plusieurs dizaines de personnalités politiques et militaires ayant servi sous divers gouvernements américains ont adressé une lettre à Barack Obama pour appeler à l'arrêt de toute vente d'armes au gouvernement irakien tant que les sept opposants iraniens pris en otage en Irak ne sont pas libérés et la sécurité de 3000 opposants iraniens au camp Liberty n'est pas garantie.

Cette lettre a été publiée le 13 novembre dans le New York Times.

« Le massacre perpétré à Achraf est très différents des autres violences qui surviennent en Irak : ces réfugiés n'ont pas été assassinés par des terroristes non identifiés, ils ont été tués dans le cadre d'un plan prémédité et organisé par les plus hautes instances irakiennes et mis en œuvre par des mercenaires qui ont bénéficié des équipements et des formations fournis par les forces américaines, » écrivent les personnalités.

« Nous vous demandons d'exiger que le premier ministre irakien libère ces otages, nous demandons au gouvernement de notre pays de prendre des mesures afin d'augmenter la sécurité du camp Liberty et compenser les préjudices matériels subis par ces réfugiés. Nous vous demandons qu'avec le concours des forces américaines, tous les habitants du camp Liberty soit immédiatement transférés hors d'Irak et installés dans un lieu approuvé par les Etats-Unis, » poursuivent les signataires.

Parmi les signataires se trouvent notamment :



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



F.L.L.

Le général HUHNG SHELTON, chef d'état major des forces armées des Etats-Unis, de 1997 à 2001 ; NEWT GINGRICH, ancien candidat à l'élection présidentielle, ancien président du Congrès des Etats-Unis ; RUDY GIULIANI, ancien maire de New York ; HOWARD DEAN, ancien président du Parti démocrate ; TOM RIDGE, ancien ministre américain de sécurité nationale ; MICHAEL MUKASEY, ancien ministre de Justice ; Le général JAMES CONWAY, 44e commandant du corps des Marines ; Le général MICHAEL HAYDEN, directeur du renseignement central de 2006 à 2009 ; PORTER GOSS, directeur du renseignement central de 2003 à 2006 ; JAMES WOOLSEY, directeur du renseignement central de 1993 à 1995 ; LOUIS FREEH, le directeur du FBI de 1993 à 2001, et l'ambassadeur JOHN BOLTON.